



RÉUNION INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES À L'APPUI DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

Kyiv, 13 et 14 mai 2003

DOCUMENT FINAL

1. La Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix au Moyen-Orient s'est tenue à Kiev, les 13 et 14 mai 2003, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Y ont participé des experts internationaux, des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'organismes des Nations Unies et de la Palestine, des parlementaires et des membres d'organisations de la société civile, d'universités et d'instituts de recherche et des médias.
2. Le Comité a convoqué cette Réunion en vue de susciter un dialogue d'ensemble sur les conditions à réunir, sur les plans politique et économique en matière de sécurité pour que la crise puisse être réglée et le processus de paix relancé. Durant la Réunion, les participants ont passé en revue la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ont examiné la Feuille de route et débattu de son importance ainsi que des perspectives de reprise du dialogue sur la paix, et ont échangé des vues sur les modalités d'un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien.
3. La Réunion s'est déroulée dans un climat d'espoir renouvelé après la présentation officielle de la Feuille de route aux parties, le 30 avril 2003. Les participants ont favorablement accueilli le plan, dans lequel ils voyaient un progrès susceptible de mener à la paix dans la région. Ils ont jugé particulièrement important que la Feuille de route soit conçue comme devant conduire à la création d'un État palestinien indépendant, démocratique viable coexistant avec Israël et ses autres voisins dans la paix et la sécurité, comme prévu par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1397 du 12 mars 2002. Les participants se sont félicités que les dirigeants palestiniens aient accepté la Feuille de route et soient disposés à la mettre en oeuvre. Ils se sont dits préoccupés par le fait que la partie israélienne n'ait pas encore accepté le plan et ont exhorté le Gouvernement israélien à le faire sans retard pour que la mise en oeuvre puisse réellement commencer avec l'aide du Quatuor. Ils ont en outre souligné que pour éviter que les échecs des précédents efforts de paix ne se répètent, il était absolument essentiel que des progrès soient accomplis parallèlement sur le plan de la sécurité et dans les domaines politique et économique.
4. Bien qu'encouragés par l'évolution positive de la situation politique au cours des dernières semaines, les participants ont convenu que l'occupation israélienne du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, demeurait le noeud du conflit israélo-palestinien et menaçait la sécurité et la stabilité de la région tout entière. L'expansion constante des colonies de peuplement illégales, l'apparition de postes avancés partout dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est, et le découpage des terres palestiniennes dû à la création de nouvelles routes et zones de sécurité réservées aux Israéliens, ont été décrites par tous comme hypothéquant les chances d'un règlement politique. La barrière de séparation, conçue et mise en place dans le mépris le plus total des intérêts et des droits des Palestiniens, a également été qualifiée de sérieux obstacle à la paix. Les participants se sont dits alarmés que le peuple palestinien continue de se voir infliger des souffrances et spolier sans aucun

signe d'amélioration. Ils ont noté que depuis septembre 2000, le conflit avait fait plus de 2 200 morts parmi les Palestiniens et plus de 700 parmi les Israéliens, sans compter un nombre encore plus grand de blessés, et ont déploré la perte de vies innocentes. La poursuite de cette hécatombe était à la fois un reproche à tous les intéressés et une raison de redoubler d'efforts pour promouvoir le règlement pacifique du conflit. Les participants se sont de nouveau déclarés fermement convaincus qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire au conflit; un règlement durable passait nécessairement par un dialogue pacifique et un processus politique entre les deux parties.

5. Les participants ont également noté qu'en raison du degré de méfiance élevé entre les parties, le plus grand espoir de paix résidait dans la poursuite du contrôle et de la conduite du processus par la communauté internationale, notamment par l'intermédiaire du Quatuor, en collaboration étroite avec les autres acteurs internationaux et régionaux. Ils ont accueilli avec satisfaction l'offre de bons offices de l'Ukraine pour promouvoir les négociations entre les parties. Ils ont souligné qu'un mécanisme de contrôle international efficace était essentiel pour qu'il y ait progrès sur le terrain.

6. Les participants ont prié instamment le Conseil de sécurité d'approuver la Feuille de route, d'en demander l'application et de continuer de s'occuper de la question, aussi longtemps qu'il le faudra. Ils ont réaffirmé la responsabilité permanente dont l'Organisation des Nations Unies était investie en ce qui concerne la question de Palestine sous tous ses aspects, jusqu'à ce que cette question soit réglée conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU et aux normes du droit international, et jusqu'à ce que les droits inaliénables du peuple palestinien soient pleinement réalisés.

7. Les participants ont exprimé leur profonde inquiétude du fait que de nombreux civils palestiniens sont victimes de la force militaire excessive employée par Israël dans des zones fortement peuplées. Par ailleurs, ces actions disproportionnées faisaient de plus en plus de victimes parmi les membres du personnel des Nations Unies, les volontaires internationaux et les journalistes. Les participants ont demandé à Israël, puissance occupante, d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu de la quatrième Convention de Genève et de mettre immédiatement fin à tous les actes de violence contre des civils innocents.

8. Les participants à la réunion se sont félicités de l'assistance des donateurs internationaux et ont souligné que celle-ci revêtait une importance vitale durant la période actuelle où l'économie palestinienne s'était pratiquement effondrée et où la destruction sur le terrain était généralisée. Ils ont noté que les restrictions sévères à la circulation des personnes et des biens, le blocage prolongé par Israël des recettes fiscales et douanières palestiniennes et les autres punitions collectives ont eu un effet désastreux sur l'économie palestinienne dans son ensemble ainsi que sur les moyens d'existence des ménages palestiniens. Ils ont souligné qu'il incombait à Israël de faciliter les efforts de la communauté des donateurs et ils ont demandé que soient appliquées les recommandations figurant dans le rapport de l'Envoyée personnelle du Secrétaire général pour les questions humanitaires, Catherine Bertini. L'aide des donateurs était considérée comme un facteur fondamental dans les efforts visant à juguler la grave crise humanitaire actuelle et à appuyer le processus de paix.

9. Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, S. E. M. Papa Louis Fall, et la délégation du Comité ont été reçus par S. E. M. Leonid Koutchma, Président de l'Ukraine, et S. E. M. Anatoliy Zlenko, Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, qui ont tous deux souligné l'importance du soutien à la paix au Moyen-Orient au cours de cette étape cruciale et se sont félicités des efforts du Comité à cet égard. La délégation du Comité a exprimé sa profonde gratitude pour le rôle actif et constructif joué par l'Ukraine, membre originaire du Comité, dans la recherche d'une paix globale, juste et durable dans la région.

10. Les participants ont également exprimé leur gratitude au Ministre des affaires étrangères et au Gouvernement ukrainiens pour avoir accueilli la Réunion et aidé le Comité et le Secrétariat de l'ONU à la préparer.

Kyiv, le 14 mai 2003